



**HAL**  
open science

# La patrimonialisation des ex centres clandestins de détention en Argentine et au Chili. Des projets de représentations collectives dans l'après-coup de l'événement

Luc Capdevila

► **To cite this version:**

Luc Capdevila. La patrimonialisation des ex centres clandestins de détention en Argentine et au Chili. Des projets de représentations collectives dans l'après-coup de l'événement. Variations sur l'événement. Le temps présent dans les espaces ibériques et ibéro-américains, 2019. hal-02392470

**HAL Id: hal-02392470**

**<https://univ-rennes2.hal.science/hal-02392470>**

Submitted on 4 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **La patrimonialisation des ex centres clandestins de détention en Argentine et au Chili** *Des projets de représentations collectives dans l'après-coup de l'événement*

*In*

**Nathalie Ludec (dir.), *Variations sur l'événement. Le temps présent dans les espaces ibériques et ibéro-américains*, Rennes, PUR, 2019, p. 93-108.**

LUC CAPDEVILA

Depuis le milieu des années 1990, on assiste, dans l'ensemble des pays du Cône sud américain, au développement des lieux du souvenir traumatique des dictatures terroristes du temps de la guerre froide. Le phénomène a commencé au Chili et en Argentine. Puis, il s'est étendu au fil des années 2000 dans les pays voisins : au Paraguay, en Uruguay, au Brésil, et au Pérou. Chez ce dernier, le souvenir traumatique porte sur le conflit de guerre civile plus récent avec la guérilla du Parti Communiste Péruvien Sentier Lumineux (PCP-SL). En posant la problématique de « l'après-coup de l'événement », je souhaite, à travers l'étude de l'émergence de cette nouvelle génération de lieux du souvenir, interroger la manière dont la société civile se mobilise et s'organise pour installer dans l'espace public un projet de représentations collectives d'un événement du passé récent. Autrement dit, il s'agit d'analyser dans l'après-événement autant des pratiques de la mémoire, que des représentations du passé et des enjeux d'écriture de l'histoire, qui s'affirment dans ce qui participe des phénomènes de résilience urbaine observés par les géographes, selon l'idée d'un retour à l'état d'équilibre après une violente agression ou une catastrophe<sup>1</sup>.

Pour étudier ces pratiques et ces représentations, je vais commencer par présenter le cadre général d'émergence de cette nouvelle génération de lieux. Dans un deuxième temps, nous mettrons la focale sur un type particulier de sites patrimonialisés : les ex centres clandestins de détention, de torture et d'extermination (ex-CCDTyE), selon la terminologie utilisée en Argentine à l'initiative du collectif « Olimpo ». Le troisième point analyse les usages de ces lieux par les associations, dans la perspective d'analyser la relation particulière au passé qui se cristallise sur ces sites. L'étude repose en particulier sur une enquête de terrain réalisée en juin et juillet 2014 dans trois sites chiliens et quatre sites argentins : l'ex Cuartel Terranova Parc pour la Paix villa Grimaldi, l'espace de mémoire Casa Londres 38 et la Maison de la mémoire José Domingo Cañas 1367 situés dans le grand Santiago ; ainsi que la Maison de la mémoire et de la vie Mansión Seré, l'ex CCDTyE Olimpo, le site de mémoire de l'ex club Atlético, l'espace de la mémoire et des droits humains ex ESMA (École mécanique de l'armée) et le site de mémoire Virrey Cevallos situés dans le grand Buenos Aires ou ses environs immédiats.

### **Typologie, chronologie, contexte d'émergence des lieux du souvenir dans le Cône sud**

---

<sup>1</sup> DJAMENT-TRAN G. et REGHEZZA-ZITT M. (dir.), *Résilience urbaines les villes face aux catastrophes*, Paris, Ed. Le Manuscrit, 2012.

Ces lieux du souvenir sont de nature diverse. Il existe des musées, des mémoriaux, des ruines ou des vestiges des dictatures patrimonialisés. Par ailleurs, l'Internet joue depuis une quinzaine d'années un rôle majeur en matière de création d'espace mémoriel avec le développement de sites associatifs, personnels ou publics tel "*Memoria abierta*" sur le net argentin, ou "*Memoria Viva*" sur le réseau chilien. L'utilisation de l'Internet comme espace de construction d'une mémoire historique mérite une étude en soi.

La première génération de ces lieux du souvenir est née dans les années 1990 à l'initiative du mouvement associatif. Au Chili, c'est au début même de la décennie. À la suite d'une lettre (d'un voisin anonyme) publiée dans le journal *La Época* en septembre 1990, proche de la Concertación, dénonçant l'opération immobilière qui était prévue sur les ruines de l'ex Cuartel Terranova-Villa Grimaldi dans la commune de Peñalolen (banlieue de Santiago), des éléments de la société civile, parents de disparus et habitants du quartier, se sont mobilisés pour protester et obtenir la préservation de ce lieu. Ils obtinrent gain de cause. En 1997 la parcelle était transformée officiellement en un « Parc pour la Paix »<sup>2</sup>.

Ce type d'initiative est plus tardif en Argentine. Dans ce pays, les années 1990 correspondent davantage à des temps de mobilisation contre les lois d'amnistie et la dénonciation (*escrache*) de l'impunité dont bénéficiaient les cadres de la dictature, leurs exécutants et leurs complices<sup>3</sup>. Les premières initiatives de sanctuarisation ou de protection d'ex-CCDTyE, identifiés comme tels, sont prises dans la seconde moitié des années 1990. En 1996, à l'initiative d'anciens détenus, de parents de disparus et d'habitants du voisinage, se produisent les premières manifestations publiques dans le quartier de Floresta, à Buenos Aires. Les manifestants dénonçaient dans le garage Olimpo un ancien centre clandestin de détention. À cette époque, le garage Olimpo demeurait un établissement utilisé par la police fédérale. En 2000 la municipalité accorda une « protection spéciale pour le site »<sup>4</sup>. En 2004 le nouveau gouvernement Kirchner transféra la tutelle du lieu à la municipalité et en 2005 la police fut contrainte de quitter les locaux. Ils furent alors récupérés par les associations organisées dans un collectif chargé de prendre en charge le site correspondant à l'ex-CCDTyE « Olimpo »<sup>5</sup>. Dans la même conjoncture, le maire de Morón élu en 1999, Martín Sabbatella, créa au sein du parc de l'ancienne Mansión Seré la Casa de la Memoria y la Vida qu'il confia à l'Association Seré pour la mémoire et la vie. Celle-ci réunit des militants des droits de l'homme et collabore avec la faculté de philosophie et lettres de l'Université de Buenos Aires. Il n'est pas inutile de rappeler que c'est aussi en 1999 que fut posée la première pierre inaugurant le Parc de la Mémoire à Buenos Aires<sup>6</sup>.

Durant la décennie 2000 les lieux du souvenir traumatique des violences commises sous les dictatures militaires du temps de la guerre froide se développèrent dans toute la région, mais dans un nouveau contexte politique. Désormais, des équipes progressistes à la tête des exécutifs sont partie prenante. Elles s'impliquent dans une réécriture de l'histoire de la guerre froide dont elles ont été actrices, en aidant les associations de droits de l'homme, en

---

<sup>2</sup> LE TONQUER L., *Construire une mémoire symbolique du temps dictatorial sur les ruines d'un centre secret de répression : le cas de l'ex Cuartel Terranova Parc pour la Paix Villa Grimaldi, Chili 1990-2012*, master d'histoire HRI, Rennes 2, 2012.

<sup>3</sup> TAHIR N., *Argentine. Mémoires de la dictature*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

<sup>4</sup> JENSEN K., « La recuperación de ex Centros Clandestinos de Detención como Espacios de la Memoria: un estudio acerca del caso del ex centro "Olimpo" en Buenos Aires », SIT Argentina: Human Rights and Social Movements, inédit, Buenos Aires, 2007. Luciana Messina, « El ex centro clandestino de detención "Olimpo" como dispositivo de memoria: reflexiones sobre las marcas territoriales y sus usos », *Aletheia*, vol. 2, n° 3, 2011.

<sup>5</sup> Il s'agit de la Mesa de trabajo y consenso del ex-CCDTyE « Olimpo ».

<sup>6</sup> GUGLIELMUCCI A., *La consagración de la memoria. Una etnografía acerca de la institucionalización del recuerdo sobre los crímenes del terrorismo de Estado en la Argentina*, Buenos Aires, Antropofagia, 2013 ; RICHOMME A., *La dictature argentine à travers ses espaces de mémoire*, master d'histoire HRI, université Rennes 2, 2015.

subventionnant, voire en impulsant des projets de mémoire. Il s'agit des présidences Lagos et Bachelet au Chili (2000-2010) et celle des Kirchner en Argentine (2003-2015). Au Brésil les initiatives en matière d'une politique de mémoire ont été prises sous les présidences Lula (2003-2011) et Rousseff (2011-2016), celles du Frente Amplio en Uruguay (depuis 2004) ; au Paraguay ce fut également une période d'ouverture politique, en particulier sous la présidence Lugo (2008-2012).

Par ailleurs, le contexte transnational de défense et de promotion des droits de l'homme joue un rôle fondamental dans la région, en termes de diffusion de normes et de catégories de droits humains, en matière d'impulsion et de financement également : statut de la victime, reconnaissance du traumatisme, réparations, éducation, qualifications de crimes par exemple. Ces acteurs transnationaux sont très puissants : ils impulsent, financent, orientent, conseillent. Il s'agit de « la Cour interaméricaine des droits humains », des agences de coopération européenne, et des ONG telle la fondation Ford par exemple. Cette dernière est partie prenante dans la constitution et le financement du « réseau international des musées de conscience et sites historiques » (dont participent le Musée de la mémoire et des droits humains à Santiago, le Parc de la mémoire à Buenos Aires, le mémorial de l'Œil qui pleure à Lima, le Musée de la mémoire à Montevideo...), et cela depuis la première conférence fondatrice qui s'est tenue en 1999 à Santiago du Chili<sup>7</sup>. De même, l'ONG internationale OXFAM est très active au Pérou<sup>8</sup>.

Bien d'autres acteurs internationaux participent au développement d'une économie de la mémoire en termes de financements d'actions par appel à projet, de créations d'emplois rémunérés, et du développement d'un tourisme noir dans certains cas<sup>9</sup>. La prospérité des communautés paysannes, celle des associations locales ou des ONG, induite par cette économie de la mémoire peut reposer sur des ressorts plus prosaïques, comme Dorothée Delacroix a pu l'observer dans des villages andins au Pérou. Par exemple, la seule existence d'un mémorial peut favoriser le commerce de la communauté d'accueil en étant lié à la renommée du site – cette dernière pouvant être internationale grâce à l'internet (cf. l'Œil qui pleure de Llinque) –, et au jeu des commémorations (fête anniversaire du lieu de mémoire le même jour que l'organisation de la foire agricole). De même, l'obtention d'aides publiques associées peut être facilitée en répondant aux recommandations de la Commission de la Vérité et Réconciliation (CVR). Des communautés paysannes accèdent ainsi plus facilement à des programmes de développement, au titre des réparations<sup>10</sup>. Ce contexte économique et transnational est donc à prendre en considération pour comprendre le développement de certaines pratiques de la mémoire, pour saisir l'ajustement des représentations collectives du passé et la floraison de ces lieux dans la région, en particulier en ce qui concerne les mémoriaux et les musées.

Mais la préservation des sites correspondant à des ex CCDTyE et leur appropriation par des acteurs associatifs correspond à des initiatives politiques généralement endogènes. En travaillant sur les processus qui ont conduit certaines sociétés à conserver des ruines dans des espaces urbains, Antoine Le Blanc observe une démarche qu'il qualifie de « résilience proactive », marquant une étape dans la constitution d'une conscience du risque et donc de sa gestion<sup>11</sup>. Dès lors, nous dit-il, « les traces de la catastrophe sont lues comme des armes

<sup>7</sup> GUGLIELMUCCI A., *La consagración de la memoria*, op.cit., p. 66.

<sup>8</sup> DELACROIX D., *De pierres et de larmes : mémorialisation et discours victimaire dans le Pérou d'après-guerre*, Nanterre, Fondation Varenne, 2016.

<sup>9</sup> TÉZENAS A., *Tourisme de la désolation*, Arles, Actes sud, 2014.

<sup>10</sup> DELACROIX D., *Ethnographie des mémoires de la guerre au Pérou (1980-2000). Vivants, morts et souffrants dans les communautés paysannes andines*, thèse d'anthropologie, Université de Toulouse II, 2014, p. 110 et suivantes.

<sup>11</sup> LE BLANC A., « Conserver les ruines en ville pour améliorer la résilience ? », in DJAMENT-TRAN G. et REGHEZZA-ZITT M. (dir.), *Résilience urbaines les villes face aux catastrophes*, op.cit., p. 135-161.

symboliques légitimant les entreprises de révision de l'histoire »<sup>12</sup>. Mais comme il le souligne, si la conservation des ruines est essentielle en matière de culture du risque, la conservation de la ruine indique la mémoire de l'événement et non celle du risque.

C'est ce questionnement que je souhaite poursuivre en mettant la focale sur les initiatives de sanctuarisation des anciens centres clandestins de détention et de torture, puis leur patrimonialisation par des associations, au Chili et en Argentine. Il s'agit à la fois d'interroger des expériences collectives de gestion du souvenir à partir de bâtiments ou de parcelles qui sont une plaie, une blessure, parfois une rupture paysagère dans l'espace urbain. Il s'agit aussi de questionner l'interaction entre l'histoire et la mémoire qu'ils génèrent. Autrement dit, s'agirait-il des manifestations d'un « passé qui ne passe pas », pour reprendre la formule tant répétée d'Henry Rousso et d'Éric Conan<sup>13</sup> ? De sorte que l'événement non digéré par la mémoire publique finirait par occuper à terme une position hégémonique dans l'imaginaire collectif ?

### **Les ex CCDTyE, des espaces de mémoire récupérés par des associations**

Commençons par décrire ces lieux. Il peut s'agir de ruines ou de parcelles, tels l'ex club Atlético et la Mansión Seré en Argentine, ou la Villa Grimaldi et la maison située au n° 1367 de la rue José Domingo Cañas dans le grand Santiago. Il peut s'agir aussi d'immeubles ou de bâtiments récupérés comme celui situé au n° 38, rue de Londres, dans le centre-ville de Santiago, ou la maison Virrey Cevallos, le garage Olimpo et l'ex casino des officiers de l'ESMA à Buenos Aires. Ce sont par conséquent des conquêtes, des prises préalables, par le milieu associatif, de bâtiments détruits ou d'immeubles ayant appartenu à un tiers, facilitées dans les années 2000 à la suite des lois d'expropriation. En Argentine, depuis 2002, la loi 961 permet de transformer tous les ex centres clandestins en lieu de mémoire ; la procédure est facilitée lorsqu'il s'agit de bâtiments publics. La démarche est plus empirique au Chili. Face au scandale financier ayant fait suite à la décision de réaliser une opération immobilière sur l'ex centre de détention de la DINA<sup>14</sup>, la parcelle où était située la Villa Grimaldi a été expropriée en 1993 par le ministère de l'urbanisme, mais initialement en étant intégrée dans un projet de parcs urbains conçu en 1992. L'expropriation de la parcelle José Domingo Cañas 1367, au profit de la Fondation Casa Memoria, a été rendue possible à la suite de sa déclaration comme monument historique en 2002. Auparavant, le propriétaire avait tenté de réaliser une opération immobilière sur cette parcelle.

---

<sup>12</sup> LE BLANC A., art.cit, p.159.

<sup>13</sup> CONAN É. et ROUSSO H., *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, 1996.

<sup>14</sup> DINA: Dirección de Inteligencia Nacional. Il s'agit de la police politique qui a centralisé la répression à l'encontre de la mouvance de l'Unité Populaire et de ses militants sous la dictature chilienne, entre 1974 et 1977.



Illustration 1 - Fondations de la Mansión Seré - Morón © LC - 2014

Les initiatives se succèdent au Chili et en Argentine depuis les années 1990 afin de sanctuariser les lieux qui ont été utilisés comme CCDTyE. Dans certains cas ils ont été préalablement démolis et recyclés. Mais ils ne l'ont pas été systématiquement en raison de la volonté des responsables de nier le passé. En fait, la destruction des bâtiments ayant servi comme centres de détentions a été beaucoup plus empirique. Il s'agit d'une opération immobilière tardive dans le cas de la Villa Grimaldi. Certes, elle a été décidée lorsque la dictature d'Augusto Pinochet touchait à son terme. Dans le cas de José Domingo Cañas 1367 ce fut encore plus tardif. Le propriétaire a détruit sa maison à la fin des années 1990 dans la perspective de ne pas être exproprié à l'issue de l'action des associations, de faire cesser les pressions et de parvenir à vendre la parcelle. Pour l'ex club Atlético, sa destruction date de la dictature. Mais il s'agissait de permettre la construction d'une autoroute aérienne. Dans le cas de la Mansión Seré le bâtiment a été détruit par les militaires en 1978 à la suite de l'évasion de cinq détenus. Puis la parcelle fut cédée à la municipalité. L'équipe municipale décida en 1985 de l'arasement de la bâtisse en ruine afin de réaliser un terrain de football. Par contre il y a bien eu tentative de dissimulation à l'ESMA et au garage Olimpo en 1979 au moment de la visite la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) de l'Organisation des États Américains (OEA). Des rumeurs circulaient sur ces lieux. Les cellules et les salles de torture installées dans l'enceinte du garage Olimpo ont alors été détruites et les détenus déplacés vers d'autres lieux d'incarcération. De ce fait, lorsqu'ils n'ont pas été préalablement détruits, les bâtiments ayant abrité des centres clandestins de détention sous la dictature étaient généralement toujours en fonction avant leur expropriation, en y hébergeant des activités légales ordinaires.

À l'origine, la sanctuarisation est due à la demande d'activistes de la mémoire pour que le souvenir de la répression qui a été exercée sur le site proprement dit ne soit pas effacé, car ce souvenir est censé être inscrit dans la matérialité même du lieu. Dès lors, la procédure

d'expropriation a conduit à repenser leur occupation. Autrement dit, à la suite de la récupération du site, la question de son usage par les nouveaux propriétaires ou les désormais usufruitiers a été posée.

## Des lieux aux usages multiples

Comme l'ont souligné des membres de la coordination associative qui gère l'ex-CCDTyE du garage Olimpo (la Mesa de trabajo y consenso de la recuperación de la memoria del ex-CCDTyE « Olimpo »), « la récupération du site aura été le plus facile », finalement le plus compliqué fut de l'occuper et de décider de son utilisation<sup>15</sup>. De ce fait, ces espaces de la mémoire ont donné lieu à des usages multiples et stratifiés, fruits de l'expérience et des négociations entre militants et associations. Mais ils convergent dans l'ensemble vers une mise en récit de l'événement qui est inscrite dans les enjeux immédiats du présent en tension avec une relation particulière au passé.

Commençons par l'héritage des pratiques qui ont accompagné la conquête du site et ont été maintenues. Il s'agit de la dénonciation publique permanente du lieu. Elle rappelle la pratique de l'« *escrache* » dénonçant des personnes, et qui concernant les sites a pu être utilisée pour dénoncer d'anciens gardiens par voie d'affiche. Plus généralement, elles se poursuivent dans l'extension de la protestation pacifique sous la forme de peintures murales, de panneaux ou d'affichettes qui verbalisent la nature du site. Elles se prolongent également dans des rencontres périodiques, des manifestations culturelles organisées dans l'espace de mémoire (concerts, représentations théâtrales, conférences, lancement de livres, projections de films...), et surtout par des commémorations rendant hommage aux « disparus » du site, sous la forme de marches dans le quartier ou de veillées nocturnes.

Il y a ensuite les pratiques issues de la prise même de la parcelle ou du bâtiment. Il s'agit de l'occupation et de l'aménagement des lieux par les associations et les militants : transformation d'une partie des bâtiments en bureaux, salle de réunion, bibliothèque associative et spécialisée, centre d'archives. Le parc pour la paix Villa Grimaldi conserve un fonds important d'archives orales. Selon une autre démarche, la maison pour la mémoire et la vie Mansión Seré accueille le laboratoire et l'équipe d'archéologie travaillant sur le site. Mais l'organisation des lieux est stricte et systématique. La partie du bâtiment ou de la parcelle qui était dédiée à la détention est toujours séparée de celles dont l'usage est resté ordinaire au moment de la détention. La séparation est à la fois spatiale et fonctionnelle. Les parties ayant servi à la détention sont sanctuarisées, les autres servent comme espace de vie et d'organisation des associations : le Casino des officiers/les bâtiments de l'école ESMA accueillant aujourd'hui les associations et le Centre Culturel de la Mémoire Haroldo Conti ; le Pozo/garage et bureaux avec la bibliothèque publique et populaire Carlos Fuentealba à l'Olimpo ; les cellules et salles de tortures/pièces de gardes et de bureau au sein de l'immeuble Virrey Cevallos.

---

<sup>15</sup> JENSEN K., « La recuperación de ex Centros Clandestinos de Detención como Espacios de la Memoria: un estudio acerca del caso del ex centro “Olimpo” en Buenos Aires », *op.cit.*, 2007, p. 36.



Illustration 2 - Entrée de l'espace mémoire Virrey Cevallos - Buenos Aires © LC - 2014



Illustration 3 - Cellule, Virrey Cevallos - Buenos Aires © LC - 2014

Certaines missions dédiées du site sont induites par ces pratiques. Il s'agit tout d'abord de la fonction funéraire rendant hommage aux morts et aux victimes ayant transité par l'ex-CCDTyE, parfois de manière très intime, qui va de pair avec la charge mémorielle censée être



inscrite dans la matérialité du lieu. Dans certains cas l'hommage peut être rendu aux victimes de la dictature dans leur ensemble.



Illustration 4 - Salle rendant hommage aux disparus, ex CCDTyE Olimpo - Buenos Aires © LC - 2014

Il s'agit également d'insérer le lieu dans le quartier en travaillant avec les écoles et les habitants du voisinage. L'objectif est de faire en sorte que le voisinage s'approprie cet espace, s'implique dans sa patrimonialisation, et participe au travail de mémoire en collectant des témoignages sur le fait que les voisins savaient (c'est notamment le cas au sein de l'espace *Mansión Seré* et celui de *Virrey Cevallos*) ; voire qu'ils dénonçaient ou ont fait connaître les crimes qui y étaient commis sous la dictature (dans le quartier autour du garage Olimpo). Pour ce faire, les militants de la mémoire élaborent une interface visuelle (panneaux, muraux) et associative (manifestations publiques/collecte de témoignages) afin d'impliquer le quartier, pour légitimer la place de l'ex-CCDTyE dans la ville, mais aussi pour renouer le lien social avec les habitants du voisinage qui est censé avoir été rompu au moment de la dictature. Au sein de l'ESMA, le Centre Culturel de la Mémoire *Haroldo Conti* joue pleinement ce rôle en faisant de l'ancienne école militaire un lieu culturel aujourd'hui très animé (expositions, cycles de conférences, cafétéria, théâtre, cinéma...) : « Du coup, même les habitants du quartier, qui sont majoritairement très conservateurs et ont longtemps pensé que la dictature avait fait un bon travail, commencent à venir pour profiter de l'offre culturelle », a déclaré *Noemi Ciollaro*, l'éditrice de *Haroldo*, la revue du centre<sup>16</sup>.

Les autres fonctions sont le fruit de l'expérience de l'occupation et des négociations entre acteurs de la mémoire. La sanctuarisation des lieux va de pair avec la demande de protection auprès des pouvoirs publics par leur inscription au patrimoine national. Dans le cas de l'ex-CCDTyE Olimpo il y eut même en 2007 un projet de candidature pour l'inscrire à l'UNESCO au titre du patrimoine de l'humanité.

Dès lors, la défense des sites a provoqué des débats sur les conditions de leur conservation. L'option généralement choisie en Argentine et au Chili a été celle de la protection

<sup>16</sup> OUALALOU L., « Sous les Kirchner, les droits humains sont devenus une politique d'État », *Médiapart.fr*, 1/11/2015.

archéologique stricte associée à une finalité judiciaire, avec la collecte de preuves matérielles venant étayer les témoignages : traces de couleur de peinture sur les murs à Virrey Cevallos, fils électriques dans les arbres entourant la Mansión Seré.... Dans un même sens, l'usage des lieux converge vers le refus de mettre en scène l'horreur, ou alors sous une forme archéo-suggestive : noyaux de fruits dans les ruines de la Mansión Seré qui rappellent la torture à l'électricité, emplacement des cellules à l'Olimpo ou dans le sous-sol et les étages supérieurs du Casino des officiers de l'ESMA. Il s'agit aussi de conserver la trace de la volonté de faire disparaître ces centres clandestins de détention, démantèlement du Pozo dans l'enceinte du garage Olimpo en 1979, réaménagement de la façade arrière du Casino des officiers de l'ESMA au moment de la visite de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme en 1979, simples fondations de la Mansión Seré.

Ainsi, seule la parole des témoins donne du sens à ces traces. En effet, les projets de musée dans les sites chiliens et argentins n'ont généralement pas abouti. Au-delà des désaccords sur les contenus, c'est la question *lanzmannienne* de la représentation de l'indicible qui a conduit à l'achoppement de ces projets, la volonté partagée étant de ne pas fixer un récit et de s'en remettre à la parole du témoin. En contrepartie, des expositions temporaires sur le terrorisme d'État et la défense des droits de l'homme sont organisées, les sites étant parfois équipés de panneaux explicatifs permettant de contextualiser *a minima* les crimes commis sous la dictature.



Illustration 5 - Panneaux à l'entrée du Parc pour la paix Villa Grimaldi - Peñalolen © LC - 2014

## De quel récit historique ces sites sont ils porteurs ?

Au-delà du sentiment partagé par les acteurs que la mémoire de l'événement est inscrite dans la matérialité du lieu, la question de la transmission est posée en termes de contenu et de pratiques.

La pratique, c'est tout d'abord le fait de considérer ces lieux comme étant plus ou moins libres de circulation, mais avec des dispositifs différents. Le parc pour la paix Villa Grimaldi, ou José Domingo Cañas 1367 se veulent ouverts sur le quartier. Les hauts murs qui empêchaient de voir depuis la rue ce qui s'y passait ont été abattus pour être remplacés par des grilles à claire voie, ouvertes dès l'arrivée d'un militant associatif. On circule librement dans le parc de la Mansión Seré ou même dans le bâtiment de Londres 38. La visite est généralement gratuite mais guidée, même pour une seule personne, à Virrey Cevallos, l'Olimpo, José Domingo Cañas 1367 ou dans le casino des officiers de l'ESMA. Dans le parc pour la paix Villa Grimaldi le visiteur circule gratuitement avec un guide-audio.



Illustration 6 - Entrée de la Maison de la mémoire José Domingo Cañas 1367 - Santiago © LC - 2014

Le récit historique n'est pas gravé dans le marbre. Quelques rares panneaux ont été posés pour contextualiser les faits à Londres 38, dans le parc de la Villa Grimaldi, ou autour des fondations de la Mansión Seré. Certes les lieux sont censés conserver la mémoire du passé, mais ils ne disent rien en eux-mêmes. Ainsi, le contrôle du discours sur le passé par les militants de la mémoire est total durant les visites guidées. Au sein de la Maison de la mémoire et de la vie Mansión Seré, les associations font en sorte de ne pas effacer l'histoire par l'hégémonie mémorielle de l'événement. Autrement dit, certes le cœur du souvenir porte sur la transformation de la Mansión Seré en CCDTyE entre 1976 et 1978, mais l'ensemble du site est organisé pour ne pas effacer les mémoires successives. Le souvenir de l'avant, lorsque la Mansión Seré était une riche propriété, est entretenu dans la collecte des témoignages et dans la mise en récit du site à travers des panneaux. La mémoire de l'après est préservée, c'est-à-dire quand au moment de la transition elle a été transformée en parc de loisir par la

municipalité, ce qu'elle demeure aujourd'hui en grande partie (tables de pique-nique, aires de jeu pour les enfants, terrains de sport)<sup>17</sup>. Dans l'esprit de l'association il s'agit de ne pas reproduire ce que les militaires ont voulu entreprendre en niant leurs crimes. Il s'agit aussi de ne pas effacer l'histoire en réduisant le passé aux seules violences de la dictature.



Illustration 7 - Parc de la Mansión Seré, aire de jeux et maison des associations - Morón © LC - 2014

La volonté de contrôler le discours sur le passé est forte dans les sites de Virrey Cevallos, de José Domingo Cañas, de l'Olimpo, et à l'ESMA. Il est pris en charge par les militants de la mémoire. Ces derniers peuvent être d'anciens détenus ou des parents de disparus<sup>18</sup>, ou des militants associatifs issus des nouvelles générations. Souvent, au moment de la visite le visiteur explique sa démarche et le circuit est conçu autant comme un temps d'exposition qu'un moment d'échange et de débat. Lors des visites, le récit est concentré sur la dénonciation du terrorisme d'État et la promotion des valeurs des droits humains. C'est sur ce cœur du discours qu'est cristallisée la quête du consensus de la part des différents acteurs associatifs et publics intervenant dans ces espaces de la mémoire. On vérifie ainsi au Chili l'hégémonie du discours sur la mémoire qui avait été porté par la Concertación<sup>19</sup>, et en Argentine la domination du récit kirchnériste des années 2000. Celui-ci condamnait le « pacte de sang » conclu entre la démocratie et les militaires, pour s'engager dans une politique mémorielle dénonçant le terrorisme d'État et cristalliser un consensus national sur les droits de l'homme, afin de sortir le pays d'une situation de « rébellion populaire » dans laquelle il s'était enfoncé depuis la fin des années 1990. Ce discours mémoriel des années Kirchner aspirait à dépasser le récit du renouveau de la seconde moitié des années 1990 élaboré par les

<sup>17</sup> Entretien avec Gustavo Moreno, directeur des droits de l'homme et de la maison de la mémoire et de la vie Mansión Seré, le 23 juin 2014 à Morón.

<sup>18</sup> Visite du site Virrey Cevallos le 23 juin 2014 assurée par Osvaldo López.

<sup>19</sup> Nom donné à la coalition des partis de gauche et de centre droit qui s'accordèrent pour gouverner le Chili dans les années 1990 et 2000, dans la perspective d'assurer la transition à la démocratie.

générations de l'après-dictature, porteuses d'une mémoire héroïque des militants combattants tombés sous les coups des militaires et des escadrons de la mort, et conjointement la théorie des deux démons de la démocratie restaurée qui dénonçait un affrontement entre les militaires et les groupes armés, censés avoir pris en otage une société argentine victimisée<sup>20</sup>.

Mais la prise en charge des visites par les militants peut donner lieu à une extension du récit sur le statut, l'identité et le projet de transformation sociale des disparus : autrement dit des militants révolutionnaires et pas seulement des victimes. La référence aux utopies des années 1960/1970 peut être mise en image à travers des murs que se sont appropriés des militants pour construire un discours politique plus consistant et faire le lien avec les luttes du passé. Cela étant la figure des disparus est généralement signalée par leur caractère ordinaire et leur jeunesse heureuse. Elle se réduit à des portraits, parfois à des objets. Avec les objets, c'est également l'identité de personnes ordinaires, contextualisée dans les années 1960/1970 qui est représentée. Au fond du parc pour la paix de la Villa Grimaldi, l'aménagement et la conception de la « Sala de la Memoria » est très explicite. Les objets personnels (microsillons, appareil photo, pipe, rasoir, cuillère à soupe...) de quelques disparus qui y sont exposés, mettent en musée une mémoire de l'intimité apolitique. La plupart des pages « Vestigios » sur le site internet *Memoria Abierta* en explorant également la problématique de la transmission à travers les objets de disparus, ouvrent sur les histoires de vie d'une jeunesse foudroyée mais restée en suspens, pareillement apolitique<sup>21</sup>. Néanmoins, plus rarement, le statut et le projet politique des disparus sont évoqués, voire invoqués à partir des objets. Cela fait partie d'une mise en musée sommaire au sein de la maison associative de l'Olimpo, avec des livres notamment qui rappellent le cadre idéologique des luttes politiques des années 1970 (textes de Perón, Mao Tsé-Tung, Trotski...) <sup>22</sup>. Cela transparait timidement à travers quelques rares images d'objets mises en ligne dans les pages « Vestigios » sur le site *Memoria Abierta*. De ce fait, il est intéressant de voir transparaitre à travers ces lieux l'aspiration de certains acteurs à les politiser, en rappelant les luttes du passé et l'identité politique des disparus, à travers les objets, les visites guidées, les murs qui accompagnent l'occupation des sites, en œuvrant pour une mémoire réflexive, une mémoire critique qui ne soit pas cristallisée sur un consensus mou ou inconsistant.

---

<sup>20</sup> THOMAS J.-T., *Insubordination ouvrière en Argentine (1973-1976). Contribution à l'élaboration d'un « cinquième récit » des années 1970*, Thèse inédite Sorbonne Nouvelle Paris 3, 2014.

<sup>21</sup> [<http://www.memoriaabierta.org.ar/vestigios/index-2.html>]

<sup>22</sup> Sur la muséohistoire lire : ROUSSEAU F. (dir.), *Les présents des passés douloureux: Musées d'histoire et configurations mémorielles, essais de muséohistoire*, Paris, Michel Houdiard, 2012 ; MARY J. et ROUSSEAU F. (dir.), *Entre histoires et mémoires : la guerre au musée. Essais de Muséohistoire (2)*, Paris, Michel Houdiard, 2013.



Illustration 8 - Mural dans l'espace mémoire de l'ex CCDTyE Olimpo - Buenos Aires © LC 2014

En effet la concentration du récit, par le langage symbolique et archéologique, sur la dénonciation de l'État terroriste et la promotion des droits de l'homme, porte ombrage au processus historique qui a engendré la vague des dictatures terroristes et sur ce qui a provoqué la mort de milliers de militants, et conduit à mettre les dictatures terroristes des années 1970 hors du temps. C'est une narration historique, cette fois très explicite, qui est scénarisée au Musée de la mémoire et des droits de l'homme à Santiago du Chili, où l'histoire commence seulement avec les bombardements du Palais de la Monnaie le 11 septembre 1973 en occultant la conjoncture des années 1960 et l'expérience de l'Unité Populaire<sup>23</sup>. Ce récit *a minima* étant censé être la voie unique réaliste pour cristalliser un consensus dans une société où les mémoires restent clivées.

### **Conclusion : espaces de la mémoire et après-événement**

Ainsi, cette génération d'ex-CCDTyE patrimonialisés semble participer d'un phénomène de résilience urbaine, c'est-à-dire l'affirmation d'un nouvel équilibre social et politique après une catastrophe. Un équilibre instable, car il reste le fruit d'une négociation entre différents courants mémoriels qui s'accordent sur un projet de représentations collectives du passé. Il repose sur la conservation de lieux spécifiques, l'hommage rendu aux morts, et un discours partagé sur la dénonciation du terrorisme d'État et la promotion des droits de l'homme, consenti en raison de l'aspiration du plus grand nombre à ne pas subir un nouveau régime de violence politique et d'impunité. De ce fait, la mobilisation des militants de la mémoire se

<sup>23</sup> <http://www.museodelamemoria.cl/>

poursuit dans la relation active avec le quartier et dans la volonté permanente de provoquer le débat avec l'ensemble de la société.

Il s'agit bien d'une forme de « résilience proactive », selon les mots d'Antoine Le Blanc, qui marque une étape dans la constitution d'une conscience du risque et donc de sa gestion, consistant dans la préservation des traces de la catastrophe, perçues comme des armes symboliques légitimant les entreprises de révision de l'histoire. Autrement dit, comme c'est souvent le cas dans l'après-événement, on assiste à un processus de mémoire collective inscrit dans l'invention d'une tradition<sup>24</sup>, celle-ci étant simultanément le produit d'un passé qui ne passe pas et de la sélection dans le passé d'éléments répondant à des enjeux du présent, à l'initiative des nouvelles générations.

---

<sup>24</sup> En référence à HOBBSAWM E. J. et RANGER T. O., *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam/Multitudes, 2012.